

# L'émission suivie à 70 % de part d'audience

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

186 nouveaux cas et 9 morts en 24 heures

## Les contaminations continuent de baisser

Page 2

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5180 - Jeudi 24 septembre 2020 - Prix : 10 DA

Une stratégie pour donner un nouveau souffle au secteur

## Comment revaloriser le tourisme saharien ?

Page 3

### La victoire quoi qu'il en coûte

Par Mohamed Habili

**A** moins d'un mois et demi de la présidentielle du 3 novembre, l'écart dans les sondages entre Donald Trump et Joe Biden, bien qu'encore favorable à celui-ci, tend néanmoins à se rétrécir. De 10 % qu'il était voilà trois mois et plus, la hauteur même à laquelle il se situait en 2016 à l'avantage de Hillary Clinton, ce qui semblait à ce moment mettre cette dernière à l'abri de toute mauvaise surprise ultérieure, il est tombé dernièrement à près de 6 %, ce qui n'est pas de nature à rassurer les opposants à Trump. Le précédent de 2016, qui a vu quelqu'un de super favori perdre à la fin, tout en remportant et même largement le vote populaire, fait qu'aujourd'hui la confiance dans la valeur prédictive des sondages est fortement ébranlée. On continue d'en faire moins pour suivre l'état de l'opinion et son évolution que parce que telle est l'habitude et qu'il n'a pas moyen de faire autrement. Mais il ne semble pas qu'il y ait grand monde désormais pour y ajouter foi. On se demande même parfois, au vu de certains commentaires, si pour être dans le vrai il ne faudrait pas plutôt les renverser, prendre tout simplement leur contrepied. Désignent-ils quelqu'un comme le futur vainqueur ? Alors c'est que c'est lui qui va perdre. A ce jeu de qui perd gagne, s'y perdre est garanti.

Suite en page 3

### 75<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU

## Le discours de Tebboune signe le grand retour de l'Algérie dans le Concert des nations



PH/D. R.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a prononcé, hier, par visio-conférence, une allocution à l'occasion de la tenue de la 75<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. [Page 2](#)

De lourdes peines ont sanctionné le procès

## 12 à 20 ans de prison contre les Kouninef

Page 3

Après des mois de fermeture

## Le Musée des beaux-arts d'Alger rouvre ses portes aux visiteurs

Page 4

75<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU

# Le discours de Tebboune signe le grand retour de l'Algérie dans le Concert des nations

■ Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a prononcé, hier, par visio-conférence, une allocution à l'occasion de la tenue de la 75<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

Par Aomar Fekrache

**L**e Président a notamment insisté sur la nécessité d'accélérer la réforme de l'ONU et en particulier le Conseil de sécurité. «Notre foi en la nécessité d'une organisation onusienne forte nous incite à réaffirmer l'impératif de faire avancer le dossier de réforme globale de notre organisation, afin d'en améliorer les performances et d'en renforcer la compétence». A ce propos, ajoute le Président, «l'Algérie réitère son attachement à la position de l'Union africaine, conformément au consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte, appelant à la nécessité de parvenir rapidement à des solutions à travers les négociations gouvernementales sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité, l'augmentation du nombre de ses membres et d'autres questions y afférentes». Tout en rappelant que «la média-

tion sincère de la diplomatie algérienne a été déterminante pour le règlement de plusieurs crises épineuses et conflits régionaux et internationaux», M. Tebboune affirmera que «l'Algérie a toujours œuvré au rapprochement entre frères en Libye, les invitant à adhérer de manière constructive au processus politique sous l'égide de l'ONU pour sortir de la crise, conformément à la volonté du peuple libyen et loin de toute ingérence étrangère qui porterait atteinte à sa souveraineté». Concernant le Mali, il dira que l'Algérie suit de près la situation délicate dans ce pays «et aspire à un retour rapide à l'ordre constitutionnel à travers une période de transition consensuelle». Il a expliqué que l'Algérie «reste convaincue que l'Accord de paix et de réconciliation nationale, issu du processus d'Alger, demeure le cadre idoine pour relever les défis de la gouvernance politique et du développement économique dans ce pays frère, avec un accompagnement sage et sincère de la communauté internationale». Au sujet de la question palestinienne «qui reste pour l'Algérie et son peuple, non seulement une cause sacrée, mais également centrale, nous réaffirmons notre soutien indéfectible au peuple palestinien, à sa juste cause et à son droit inaliénable à l'établissement de son Etat indépendant et souverain avec El-Qods écharif pour capitale, partant de notre conviction que son règlement constitue la clé de la stabilité au Moyen-

Orient» a indiqué le président Tebboune. Pour la question du Sahara occidental, il dira déplorer «les obstacles qui entravent son règlement, notamment l'arrêt des négociations entre les deux parties au conflit et les attermolements dans la désignation d'un nouvel Envoyé onusien pour le Sahara occidental». A cet égard, l'Algérie appelle à l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment l'organisation du référendum d'autodétermination, la désignation dans les meilleurs délais d'un Envoyé du Secrétaire général de l'ONU, la relance du processus de négociations entre les deux parties en conflit et la concrétisation des aspirations des peuples du Maghreb arabe et de l'Afrique, au développement et à l'intégration. L'Algérie, indique le Président Tebboune, réaffirme son engagement à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent et appelle à renforcer la coopération internationale en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, en veillant à mettre en œuvre les Conventions internationales y afférentes, notamment en ce qui concerne la récupération des fonds pillés des peuples. Au sujet du nucléaire, il a affirmé que «l'Algérie qui a toujours souffert des conséquences néfastes des explosions nucléaires effectués sur son sol durant l'ère coloniale, est convaincue que l'élimination définitive des armes nucléaires, demeure l'unique garant face à leurs dangers sur l'humanité». Le

président de la République, dans son allocution, a aussi indiqué que «l'Algérie avance, aujourd'hui, à pas sûrs vers la consécration des fondements de la démocratie et de l'Etat de droit et de justice sociale, suite au changement démocratique issu d'un Hirak pacifique, civilisé et béni qui a abouti à l'organisation d'une élection présidentielle en décembre 2019, laquelle a consacré la souveraineté du peuple algérien et sa liberté de choix et de décision». En dépit de la conjoncture sanitaire difficile, l'Algérie, explique M. Tebboune, «a franchi, ces derniers mois, de grands pas dans le processus de réformes politiques et socioéconomiques pour construire une Algérie nou-



PH. > D. R.

velle, forte, sécurisée et prospère». «Dans ce contexte, l'Algérie organisera, début novembre prochain, un référendum sur le projet de révision de la Constitution pour jeter les bases d'un régime politique démocratique qui assure la protection des droits et libertés, consacre l'équilibre des pouvoirs et garantit la moralisation de la vie publique» a-t-il indiqué. **A. F.**

## Entrevue du Président de la République avec la presse L'émission suivie à 70 % de part d'audience

**L'ENTREVUE** accordée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux responsables de médias nationaux, a suscité l'intérêt des Algériens. Selon une source sûre, la part d'audience a été de 70 %. Dimanche soir, Abdelmadjid Tebboune a rencontré des responsables de médias nationaux, émission diffusée sur les chaînes locales. L'entrevue a été transmise sur la télévision publique (ENTV) et les autres chaînes privées. Le chef de l'Etat algérien s'est prononcé sur les grands axes de l'actualité. Ainsi, l'entrevue a conquis 70 %, soit 31 millions du public algérien devant la télévision. Une rencontre très suivie qui a enregistré un record de suivi. L'entrevue a récolté une part d'audience attirant donc la quasi-totalité des Algériens qui regardaient la télévision entre 21h et 22h. Pour rappel, le chef de l'Etat a répondu aux questions des responsables de deux quotidiens nationaux. Il s'agit du directeur du quotidien «Le Soir d'Algérie», Nacer Belhadjoudja et le rédacteur en chef d'«El Khabar» Mohamed Baghali. Selon la même source, 31 % d'Algériens ont suivi l'entretien sur Internet, ajoutant que la majorité des téléspectateurs ont suivi l'émission sur les chaînes privées locales. Les sujets d'actualité abordés ont donc renforcé l'audimat de ces chaînes de télévision.

Sarah S.

## 186 nouveaux cas et 9 morts en 24 heures Les contaminations continuent de baisser

L'Algérie a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces derniers 24 heures, un cas de moins que la journée d'hier (10), portant à 1 698 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse avec 186 cas, soit 5 cas de moins par rapport à hier (191), pour atteindre au total 50 400 cas confirmés. **R. N.**

## Métro et transport inter-wilayas à l'arrêt La reprise tarde, au grand dam des citoyens

**P**as de métro ni transports inter-wilayas (bus, taxi, train) depuis le mois de mars dernier. Devant ce blocage, les citoyens qui ont repris le travail depuis le mois de juin se plaignent et appellent à la reprise du transport.

En attendant le feu vert des autorités publiques, les transports en commun les plus utilisés par les citoyens restent à l'arrêt depuis mars dernier. Mais aucune date n'a été avancée jusqu'à présent pour la reprise de l'activité, tout le monde attend la décision du chef de l'Etat. En effet, même si le déconfinement a eu lieu dans plusieurs secteurs, celui des transports reste toujours à l'arrêt. Ni métro ni transports inter-wilayas (bus, taxi, train) n'ont repris l'activité, ce qui a causé le mécontentement des citoyens, notamment ceux qui habitent hors de la capitale mais qui y travaillent. «J'habite à Blida et je travaille à Alger. Avant le confinement, je prenais le train, mais depuis ma reprise en juin et avec l'arrêt des trains je galère quotidiennement pour arriver au travail», nous confie Mouloud, infographe pour une boîte de production à Alger. Pour Lila, journaliste habitant à Boumerdes et travaillant à Alger, qui depuis des années fait la navette quotidiennement grâce au train, s'est vu, depuis mars dernier, vivre chez une amie à Alger car les transports

inter-wilayas et le train sont à l'arrêt. «Je suis coincée ici depuis mars dernier. J'attends que le train reprenne. Pour le moment, c'est mon amie qui m'héberge et ça commence vraiment à bien faire», nous dira notre interlocutrice. Et d'ajouter : «Je ne suis pas seule dans ce cas. Ma collègue qui habite Tizi-Ouzou et faisait la navette chaque jour a dû démissionner, car contrairement à moi, elle n'a pas trouvé qui l'héberger». Malheureusement, au grand dam des citoyens qui ont pour seul moyen de transport le train, «la reprise du trafic ferroviaire restera suspendue à la décision des pouvoirs publics qui doivent l'annoncer en temps opportun», a expliqué récemment la Société nationale des transports ferroviaires (Sntf) dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Réagissant, le directeur du transport de la wilaya d'Alger, Abdelmalek Jouini, avait indiqué que «la reprise de l'activité du métro et des transports inter-wilayas dépendra de la décision du Comité scientifique du suivi de la pandémie de Covid-19 et des autorités publiques», soulignant que ses services sont prêts à appliquer les décisions du président de la République concernant la question. «Si le Président donne le feu vert de la reprise des transports, nous ne tarderons pas à l'appliquer», indique-t-il, précisant que son

département veillera sur le respect du protocole sanitaire qui sera mis en place. Ainsi, le même responsable a rappelé les mesures préventives contre la propagation du coronavirus prises par l'Etat. «Le transport en Algérie est à l'arrêt depuis mars dernier, à l'instar de plusieurs secteurs, et sa relance dépendra uniquement des autorités», a-t-il souligné, indiquant au passage qu'une série de mesures préventives a été prise par ses services, anticipant la reprise des transports inter-wilayas. «Un protocole sanitaire a été mis en place comme la campagne de nettoyage dans la gare routière du Caroubier», cite-t-il à titre d'exemple. De son côté, le D<sup>r</sup> Mohamed Bekkat Berkani, membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la situation de la pandémie de coronavirus, avait déclaré récemment que la reprise du transport routier, inter-wilayas notamment, aérien et maritime, doit être soumise à un «protocole sanitaire particulier». Sans donner une quelconque information sur la date de la reprise du transport entre-wilayas, des vols nationaux ou internationaux et des traversées maritimes, Bekkat Berkani avait estimé que «le transport, entre wilayas notamment, est très problématique et le feu vert pour la reprise est de l'essor des autorités».

Thinhinene Khouchi



— Une stratégie pour donner un nouveau souffle au secteur —

# Comment revaloriser le tourisme saharien ?

■ *Le tourisme saharien constitue la force de frappe de la stratégie globale du gouvernement visant à remettre en selle la destination Algérie.*

Par Meriem Benchaouia

Le désert en tant que tel est très attrayant, on ne peut rester insensible à sa beauté et tout son charme qui incitent beaucoup de touristes à y venir. Le Sud algérien ne cesse d'attirer un nombre important de touristes. Ce Sahara a d'autres secrets. Il répond, en outre, aux critères du marché, c'est-à-dire qu'il offre ce que demandent les touristes : dépaysement, évasion, aventure, souci de l'environnement, découverte de la nature... Toutes choses qui n'exigent pas de gros moyens en matière d'infrastructure. Mais ce Sud est actuellement en crise. Son tourisme est en berne. En effet, le Sud a du mal à décoller comme l'attestent les professionnels. Mais faut-il rester les bras croisés ? Bien au contraire, il faut remettre en valeur ce Sud, revaloriser son tourisme saharien. D'autant plus que sur le plan économique, l'importance du secteur n'est plus à démontrer. Désormais, ce n'est plus un choix, c'est un impératif. Il constitue une ressource alternative aux hydrocarbures en tant que ressource épuisable. Conscient de cet état de fait, les pouvoirs publics en charge du secteur espèrent renverser la tendance dans les toutes prochaines années. C'est dans ce cadre que le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou, a annoncé que son département prépare activement une stratégie qui donnera «un nouveau souffle» au tourisme saharien. Le ministre a déclaré à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya d'Oran, que la léthargie que vit le secteur actuellement en raison de la pandémie de



PHOTO: D.R.

coronavirus n'empêche pas de préparer la saison prochaine, soulignant que son département œuvre à l'élaboration d'une stratégie grâce à laquelle le tourisme saharien connaîtra un essor et un nouveau souffle. Souhaitant voir la situation sanitaire se stabiliser dans les prochaines semaines, M. Hamidou a rappelé que la saison touristique saharienne approche (entre octobre et mars). «Je souhaite que l'amélioration de la situation dans les prochaines semaines donnera un nouveau souffle au tourisme saharien», a-t-il déclaré. Sur un autre registre, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'encourager le tourisme intérieur et balnéaire local, qui jouent un rôle important dans le développement durable, soutenant que

«l'activité touristique intérieure constitue un des axes fondamentaux du plan d'action du gouvernement». Il a insisté, à ce propos, sur la nécessité d'éradiquer les contraintes et de trouver des solutions adaptées pour assurer la relance du secteur du Tourisme. Aussi, le premier responsable du secteur a insisté sur la nécessité d'en finir avec les problèmes de gestion et de bureaucratie pour apporter une nouvelle dynamique au secteur, indiquant que les autorités parient sur le rajeunissement des cadres pour assurer un bon pilotage du secteur. Il a fait savoir que le ministère du Tourisme a signé cinq conventions avec d'autres ministères, à savoir le ministère de la Poste et des Télécommunications, pour généraliser le paiement électronique à travers les établissements hôteliers, le ministère de

la Solidarité pour accompagner les porteurs de projets à travers le dispositif de soutien des petites et moyennes entreprises (PME), le ministère des Start-up pour soutenir les projets naissants, et le ministère des Transports pour faciliter l'utilisation du transport aérien (cargo) et le transport ferroviaire. Le ministre a mis en avant les efforts déployés par le secteur durant la pandémie de coronavirus, notamment la prise en charge des citoyens bloqués à l'étranger qui ont été rapatriés, de même que la participation des artisans dans la confection des masques et blouses de protection. Le ministre a inspecté durant sa visite la Maison de l'artisanat à haï «Es-sabah», où il s'est entretenu avec les artisans et écouté leurs préoccupations.

M. B.

## De lourdes peines ont sanctionné le procès 12 à 20 ans de prison contre les Kouninef

Le tribunal de Sidi M'hamed d'Alger a condamné hier les frères Kouninef à des peines allant de 12 à 20 ans de prison ferme avec la saisie des biens à l'intérieur et à l'extérieur du pays et des amendes de 8 millions de DA. Les frères Réda, Abdelkader-Karim et Tarek-Noah Kouninef, ainsi que le gérant du groupe KouGC, Keddour Ben Tahar, sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation dont «trafic d'influence», «blanchiment d'argent», «obtention d'indus avantages», «détournement de fonciers et de concessions» et «non-respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics». Après un procès qui s'est déroulé du 9 au 14 septembre, le tribunal a condamné Réda à 16 ans de prison ferme, Tarek-Noah à 15 ans de prison ferme et Abdelkader-

Karim à 12 ans de prison ferme. Le gérant du groupe KouGC dont les frères Kouninef sont les propriétaires, Keddour Ben Tahar, a quant à lui été condamné à 8 ans de prison ferme. Les quatre accusés doivent payer une amende de 8 millions de DA chacun, et leurs biens à l'intérieur et à l'extérieur du pays seront saisis, selon le verdict prononcé par le juge. Leur sœur Souad-Nour Kouninef (en fuite à l'étranger) a été condamnée à 20 ans de prison ferme, avec la saisie des biens à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et une amende de 8 millions de DA. Le tribunal a ordonné le lancement d'un mandat d'arrêt international contre elle. Les autres personnes impliquées dans l'affaire, essentiellement des cadres des ministères de l'Industrie, de l'Agriculture,

des Ressources en eau, de l'Energie et des Télécommunications ainsi que d'autres secteurs où le groupe KouGC a obtenu des marchés, ont été condamnées à des peines allant de 18 mois à 3 ans de prison ferme et des amendes allant de 200 000 DA à un million de DA. La défense a décidé de faire appel du jugement.

### 3 ans de prison et 500 000 DA d'amende requis contre Mohamed Djemai

Par ailleurs, s'est ouvert hier aussi au tribunal de Sidi M'hamed le procès de l'ex-SG du FLN et homme d'affaires Mohamed Djemai au cours duquel le procureur de la République près dudit tribunal a requis une peine de 3 ans de pri-

son ferme assortie d'une amende de 500 000 DA contre lui. Egalement ancien parlementaire, Mohamed Djemai, mis en détention provisoire le 19 septembre 2019 dans l'établissement pénitentiaire d'El Harrach à Alger, est, rappelons-le, poursuivi pour avoir «insulté» un journaliste dans l'exercice de ses fonctions, pour «participation à la destruction de documents de preuves officiels», «menace d'autrui» et «abus de fonction», conformément à l'article 33 du code de lutte contre la corruption.

### Le journaliste Belkacem Djir relaxé par la cour d'Alger

La cour d'Alger a relaxé hier le journaliste Belkacem Djir, a annoncé l'avocate Fatima Rouibi.

## LA QUESTION DU JOUR

### La victoire quoi qu'il en coûte

Suite de la page une

C'est peut-être ce qui explique qu'à l'approche du jour «J», dont tout indique d'ailleurs qu'il ne sera pas le moment de vérité, lequel risque pour sa part de venir plus tard, ou peut-être jamais, une éventualité que Trump en tout cas n'exclut pas, il en est de moins en moins question dans les médias. L'épidémie de Covid-19 évidemment n'arrange rien. Le nombre des électeurs qui par peur d'être contaminés voteront par correspondance est estimé à 70 %. Pour être tout à fait exact, ce n'est pas le futur qu'il faut employer en l'occurrence, mais le présent, puisque ce vote a déjà commencé. Ce grand nombre ne posera peut-être pas de problème s'il se répartissait équitablement entre démocrates et républicains. Ce qui est loin d'être le cas, puisque sur 100 électeurs des votants par correspondance, 80 sont des électeurs de Biden et 20 seulement ceux de Trump. La plupart de ceux qui bravant le virus se rendront en personne aux bureaux de vote le 3 novembre seront par conséquent des partisans du président sortant. S'il y a dépouillement pendant la soirée et que ses résultats sont publiés, ceux-ci seront immanquablement en faveur de Trump. Il ne lui en faudra peut-être pas plus pour se déclarer vainqueur. Ce scénario est dans tous les esprits, aux Etats-Unis comme dans le reste du monde, la présidentielle américaine étant partout suivie de près. La probabilité qu'en définitive les choses se passent de la sorte est la plus forte. Dans le contexte actuel de forte polarisation politique, on voit mal d'ailleurs comment il pourrait en être autrement. La victoire ira à celui des deux candidats qui fera preuve de plus d'audace, non à celui qui obtiendrait le plus de voix. On se retrouverait comme il y a quatre ans, où le perdant a été celui sur lequel s'était porté le plus grand nombre de voix. Le fait est qu'il est beaucoup plus facile d'imaginer Trump proclamer sa victoire que reconnaître sa défaite.

M. H.

Belkacem Djir avait été condamné par le tribunal de Bir Mourad Rais, le 28 juin dernier, à 3 ans de prison ferme, soit près d'une année après sa mise en détention provisoire, en juillet 2019. Le journaliste était également poursuivi pour «atteinte au moral des troupes de l'armée». Une accusation abandonnée par la cour d'Alger.

Lynda Naili

Algérie/France  
**Le ministère de la Communication dépose une plainte contre la chaîne française M6**

**UNE PLAINTE** a été déposée hier par le ministère de la Communication contre la chaîne française M6 pour le tournage «sans accréditation» de l'émission «Enquête exclusive», a-t-on appris auprès du ministère. «Le ministère de la Communication a déposé ce mercredi une plainte pour le tournage de l'émission en Algérie, sans l'accréditation prévue par la législation en vigueur contre la chaîne française M6 qui a diffusé dimanche dernier un documentaire sur l'Algérie», a précisé à l'APS la même source.

La chaîne française, rappelle-t-on, a diffusé dimanche soir un documentaire dans son émission «Enquête exclusive», intitulé «Algérie, le pays de toutes les révoltes», dans lequel M6 a porté un «regard biaisé» sur le Hirak.

A cet effet, le ministère avait précisé lundi que «ce précédent nous conduit à décider de ne plus autoriser M6 à opérer en Algérie, sous quelque forme que ce soit», rappelant que la rédaction de la chaîne française avait introduit, le 6 mars 2020, une demande d'accréditation de presse pour les membres de l'équipe de l'émission «Enquête Exclusive», en vue de tournage d'un documentaire sur «la valorisation de l'essor économique et touristique de la ville d'Oran, ainsi que le multiculturalisme qui fait la richesse de notre pays».

«Cette demande a reçu une suite défavorable des services des ministères de la Communication et des Affaires étrangères», a-t-il souligné, relevant qu'au final, «l'équipe a produit un tout autre documentaire (...) portant un regard biaisé sur le Hirak».

Le ministère a déploré qu'à l'approche de chaque rendez-vous électoral, «crucial» pour l'Algérie et son avenir, «des médias français s'adonnent à la réalisation et la diffusion de reportages filmés et autres produits journalistiques, dans le vil but de tenter de démotiver le peuple algérien, notamment sa jeunesse». «Il n'est pas fortuit que ces médias, outillés pour exécuter un agenda visant à ternir l'image de l'Algérie et à fissurer la confiance indéfectible établie entre le peuple algérien et ses institutions, agissent de concert et à différents niveaux et supports», a-t-il ajouté.

K. L.

Après des mois de fermeture

# Le Musée des beaux-arts d'Alger rouvre ses portes aux visiteurs

■ Le Musée public national des beaux-arts d'Alger, un des plus importants musées du continent africain, a récemment rouvert ses portes aux visiteurs après près de six mois de fermeture, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de coronavirus.

Par Racim C.

**L**a direction du musée a adopté des mesures de prévention strictes pour préserver la santé des visiteurs, indique Mehdiya Ramla, responsable de l'animation pédagogique, qui précise que le nombre de visiteurs reste «modeste» comparativement à l'affluence d'avant la fermeture en mars dernier.

A l'accueil, les visiteurs doivent passer par un contrôle de température, se désinfecter les mains et porter un masque, en plus de respecter la distanciation et le circuit clairement indiqués par un marquage au sol. Aussi, l'établissement n'est accessible que par l'entrée supérieure, a-t-on constaté.

Le Musée des beaux-arts est ouvert tous les jours, à part les vendredis et dimanches, de 9h00 à 17h00. Les droits d'accès sont fixés à 200 dinars pour les 16-65 ans et gratuits pour les autres tranches d'âge.

Rencontrés dans les allées du musée, des visiteurs, venus en famille, ont exprimé leur «joie» de pouvoir à nouveau se rendre dans des établissements culturels aussi «agréables» après de «longs mois de confinement et de coupure avec la vie culturelle».

De son côté la direction du musée avait mis à profit cette période de fermeture pour réorganiser ses archives, élaborer des statistiques sur les ateliers d'expression artistique pour enfant, faire des réaménagement et enrichir les fiches techniques des œuvres exposées. Le musée se prépare également à une nouvelle exposition dédiée à la calligraphie et l'enlu-



PH/D. R.

minure, indique la direction.

Niché entre le complexe Ryadh El feth et le jardin d'Essai d'El Hamma, le Musée national des beaux-arts propose à ses visiteurs un voyage à travers six siècles d'histoire de l'art universel, à la faveur d'un parcours muséal, dans une bâtisse bientôt centenaire renfermant l'une des plus importantes collections du continent estimée à plus de 8 000 œuvres d'art entre peintures, sculptures, livres anciens, moulages et autre mobilier.

Cet imposant musée de style art-déco, conçu en quatre étages et ouvert en 1930 par les autorités coloniales françaises en célébration du «centenaire de la prise d'Alger», propose une exposition permanente intitulée «Histoire de l'art universel».

Il s'agit d'un parcours remontant l'histoire de l'art depuis la plus ancienne œuvre de la collection, «Le baptême du Christ» (1367) du peintre italien Barnaba Da Modena (1328-1386).

De salle en salle, le visiteur voit l'évolution des grandes écoles d'art à travers les œuvres de leurs fondateurs, le classicisme d'Antoine-Jean Gros, l'impressionnisme de Claude Monnet auteur d'une des œuvres majeures du musée, «Les rochers de Belle-Ile» (1886) ou encore les courants des symbolistes et des fauvistes.

Le parcours est coupé par une halte sculpture avec, entre autres grands noms, Auguste Rodin et Charles Despiau avant de continuer le parcours jusqu'à

l'école du cubisme et les fameux croquis de Pablo Picasso.

Les miniatures de Mohamed Racim côtoient quelques œuvres de Mohamed Khadda et M'hamed Issiakhem, alors que d'autres salles sont également réservées au courant orientaliste et proposent des œuvres de peintres de renom à l'instar d'Eugène Delacroix, Hippolyte Lazerges ou encore les dernières acquisitions du musée, signées Etienne Dinet.

Le musée offre également aux visiteurs, en plus de la terrasse, des espaces de détente dans une végétation luxuriante et invite ses hôtes à continuer ce parcours en regagnant la grotte Cervantès et le Jardin d'essai au pied de ce haut lieu de la culture.

R. C.

En une semaine

## Un terroriste abattu, 4 éléments de soutien et 11 narcotrafiquants arrêtés

**U**n terroriste a été abattu, 4 éléments de soutien et 11 narcotrafiquants ont été arrêtés et des armes et une quantité de drogue ont été récupérées durant la période du 16 au 22 septembre à travers le territoire national par l'ANP, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, indique, hier, un bilan opérationnel rendu public par le ministère de la Défense nationale. Ainsi, dans le cadre de la lutte anti-terroriste et «suite à l'opération menée par un détachement de l'ANP le 20 septembre 2020 à Oued Djendjen, à l'est de la commune de Taxena, dans la wilaya de Jijel, ayant permis d'abattre un dangereux terroriste et de récupérer un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions, il a été procédé à l'identification de ce criminel. Il s'agit, en l'occurrence, du dénommé Slimane Youcef, dit "Tayeb Abou Kotada" qui avait ralié les groupes terroristes en 2006, et qui

s'apprêtait à commettre un attentat-suicide», précise la même source.

Dans ce même sillage, des détachements de l'ANP «ont découvert, lors d'opérations de fouille et de ratissage menées à Batna, Skikda, Tébessa et Ain Defla, deux pistolets automatiques, des substances chimiques et des équipements servant à la fabrication de bombes artisanales, trois casemates et cinq bombes de confection artisanale», tandis que «quatre éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Boumerdès et Jijel».

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et «en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le phénomène du narcotrafic dans notre pays», des détachements combinés de l'ANP «ont saisi, lors d'opérations distinctes à Naâma, une importante quantité de kif traité s'élevant à trois quintaux et 63,4 kg», alors

que les services de la Gendarmerie nationale et les gardes-frontières «ont appréhendé, à Béchar, trois narcotrafiquants en possession de 64 kilogrammes de kif traité».

Dans le même contexte, des détachements de l'ANP, les services de la Gendarmerie nationale et les gardes-frontières «ont arrêté, lors d'opérations distinctes à Tlemcen, Oum El-Bouaghi, Batna, Constantine, Alger, Annaba et Ouargla, huit narcotrafiquants et saisi 0,870 kilogramme de cocaïne et 117 116 comprimés psychotropes», alors que «trois individus ont été appréhendés en leur possession 14 621 unités de différentes boissons à Constantine, Naâma et Biskra». Dans un autre contexte, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté 80 immigrants clandestins de différentes nationalités à Illizi, Tlemcen, In Guezzam et Béchar».

Y. H.



## Patronat

## La CAPC salue la volonté de l'Etat de réviser l'accord commercial Algérie-UE

■ La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) soutient la révision de l'accord commercial entre l'Algérie et l'Union européenne (UE), estimant que les termes de ce partenariat doivent être remis sur la table des négociations, a indiqué, hier à Alger, le président de la CAPC, Sami Agli.

Par Lylia K.

**A**nimant une conférence de presse, le même responsable a fait savoir que cet accord

### Marchés des changes L'euro toujours en baisse face au dollar

L'EURO A TOUCHÉ hier un nouveau plus bas depuis fin juillet face à un dollar dopé par des commentaires encourageants de responsables de la banque centrale américaine (Fed) et par une reprise de la pandémie en Europe. Dans la matinée, l'euro perdait 0,11 % face au billet vert, à 1,1695 dollar. Vers 06h20 GMT, il a atteint 1,1672 dollar, un niveau plus vu depuis fin juillet. Le billet vert, qui bénéficiait déjà de son statut de valeur refuge depuis plusieurs jours, a été tiré par «des commentaires étonnamment optimistes de la part de responsables de la Fed», ont constaté les analystes. «Le président de la Fed, Jerome Powell, a dit que l'économie américaine avait été résiliante pendant la crise du coronavirus, tandis que Charles Evans (un des principaux responsables de l'institution) a affirmé que l'économie avait retrouvé 90 % de son niveau d'avant la pandémie et que la Fed pourrait relever ses taux d'intérêt directeurs avant que la cible des 2 % d'inflation soit atteinte». Ce commentaire a d'autant plus surpris le marché que la Réserve fédérale américaine a récemment signalé un changement de politique en affirmant qu'elle pourrait laisser l'inflation aller un peu au-delà des 2 % avant de remonter ses taux. Une hausse des taux d'intérêt rend la devise concernée plus rémunératrice et donc plus attractive pour les cambistes. Un analyste pour ActivTrades estime que la force du dollar s'explique également par la faiblesse des autres devises. «Les investisseurs parient sur la baisse de l'euro et de la livre alors que le virus semble une nouvelle fois hors de contrôle et qu'un nouveau choc économique sur le Vieux continent se profile à l'horizon». L'activité du secteur privé a stagné en septembre dans la zone euro à cause d'une recrudescence des cas de Covid-19, selon la première estimation hier de l'indice PMI composite du cabinet Markit. Avant-hier, l'Angleterre a adopté de nouvelles restrictions, notamment sur les horaires d'ouverture de pubs et des restaurants, qui pourraient rester en place six mois. Les Etats-Unis restent cependant le pays le plus endeuillé avec plus de 200 000 morts.

R. E.

entre l'Algérie et l'UE doit être renégocié de «manière équilibrée dans un cadre gagnant-gagnant», estimant que cet accord dans l'état actuel ne préserve pas les intérêts économiques du pays, notamment au vu du déséquilibre des échanges commerciaux entre les deux partenaires économiques. «Il doit être rediscuté pour préserver les intérêts de l'Algérie comme le font l'ensemble des pays», a-t-il tranché. Par ailleurs, M. Agli a soutenu la volonté du président de la République d'aller vers un nouveau modèle économique basé notamment sur le soutien de l'investissement et des start-up, le développement de la production et de la transformation agricole ainsi que la mise en place d'une industrie forte, estimant qu'«aller vers ce nouveau modèle est une nécessité et non un choix». «La réalité économique impose de nouveaux réflexes et de nouvelles stratégies», a-t-il fait observer, saluant que «le cap a été donné au niveau politique pour cette nouvelle stratégie de relance économique». Faisant part de son optimisme quant aux orientations du gouvernement pour la relance économique du pays, M.



PHOTO: R.

Agli a souligné le potentiel de différents secteurs économiques nationaux générateurs de richesses tels que l'agriculture et l'économie du savoir, «avec l'appui d'un accompagnement concret». Interrogé sur l'évaluation de l'impact de la crise sanitaire sur l'emploi et les finances des entreprises, le président de la CAPC n'a pas évoqué de chiffres citant les secteurs les plus impactés, notamment le BTPH, les services et les PME-

TPE. Concernant les réformes nécessaires à la relance de l'économie nationale notamment à partir de la période post-Covid19, M. Agli a souligné la nécessité de maintenir une stabilité juridique au profit des opérateurs économiques locaux et des investisseurs étrangers. A ce sujet, et afin de donner une vision détaillée de l'organisation patronale concernant les défis de l'économie nationale, «la CAPC prépare un livre blanc de

l'économie nationale qui sera dévoilé d'ici quelques semaines». Concernant le plan d'action de la CAPC, M. Agli a relevé l'intérêt de travailler en adéquation avec les évolutions mondiales et de s'adapter au contexte imposé par la crise sanitaire actuelle. De plus, l'organisation patronale compte lancer prochainement un fonds d'investissement au profit de l'économie du savoir, a annoncé M. Agli.

L. K.

## Pétrole

## Le Brent à près de 42 dollars le baril hier à Londres

Les prix du pétrole étaient relativement stables hier, avant la publication par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) des stocks de brut aux Etats-Unis plus tard dans la journée. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 41,94 dollars à Londres, en hausse de 0,53 % par rapport à la clôture avant-hier. A New York, le baril américain de WTI pour le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,35 % à 39,94 dollars. Ces gains, à l'image des quelque 0,7 % grappillés la veille, res-

tent toutefois «plafonnés par la relance de l'industrie pétrolière libyenne», notent les analystes du marché. La Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a annoncé le week-end dernier la reprise de la production et des exportations d'or noir sur les sites qu'elle a qualifiés de «sûrs». «La société a indiqué que la production devrait passer à 260 000 barils/jour la semaine prochaine, ce qui est loin des 1,2 million produits d'avant l'arrêt», relèvent encore les analystes du marché. De plus, la Libye, pays membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), n'est pas

soumise aux coupes de production auxquelles s'astreignent la grande majorité et les signataires de l'accord Opep+. Les investisseurs avaient également hier les yeux tournés vers le rapport hebdomadaire de l'EIA sur les stocks de brut dans le pays, «qui revêtent une importance plus grande que d'habitude», estiment les observateurs du marché pétrolier. Les réserves américaines de brut pour la semaine achevée le 18 septembre sont attendues en baisse de 3,27 millions de barils, a rapporté l'agence Bloomberg.

Sérine N./Agences

## Déjà en récession depuis 2018

Le PIB en Argentine plonge de 19,1 % au 2<sup>e</sup> T en raison de la crise du Covid-19

L'économie argentine a plongé de 19,1 % au deuxième trimestre par rapport à la même période l'an passé, en raison des restrictions sanitaires liées à la pandémie de coronavirus, a annoncé, avant-hier, l'Institut national des statistiques (Indec). Sur le premier semestre, la chute du Produit intérieur brut (PIB) est de 12,6 %, comparativement à la même période en 2019, a précisé l'organisme. L'Argentine, troisième économie d'Amérique latine, déjà en récession depuis 2018, a fortement souffert des restrictions sanitaires mises en place pour freiner l'épidémie de Covid-19. Selon l'Indec, les secteurs les plus touchés au second trimestre sont l'hôtellerie et la restauration (-73,4 %), ainsi que les services à la personne (-67,7 %). La construction (-52,1 %), l'industrie manufacturière (-20,8 %), le transport et les communications (-22,5 %) ainsi que le commerce (-16,9 %) sont également en fort recul. L'Argentine a décrété un confinement nation-

nal le 20 mars, avec une paralysie quasi-totale de son activité économique. Depuis, chaque province a assoupli ou renforcé les restrictions en fonction de la rapidité de la contagion. Plusieurs activités productives ont repris progressivement après autorisations des gouvernements locaux. L'Argentine a enregistré lundi un nouveau record quotidien de décès liés au Covid-19 avec 429 morts, ce qui porte à 13 482 le bilan total dans le pays. Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), le PIB devrait chuter de 9,9 % en 2020. Il s'était contracté de 2,5 % en 2019. Par ailleurs, le ministre de l'Economie, Martin Guzman, a annoncé mardi que l'Argentine prévoyait de ne pas contracter de dette en devises étrangères pendant le mandat du président de centre gauche Alberto Fernandez, entré en fonction fin 2018 pour quatre ans. Le pays sud-américain continuera à utiliser l'émission monétaire pour financer son déficit budgétaire, a

déclaré le ministre lors de la présentation du budget 2021 devant le Parlement. «Nous ne sommes pas censés contracter de dettes en devises étrangères pendant toute cette période», a-t-il insisté. M. Guzman a déclaré que le déficit des finances publiques est à un «niveau approprié» pour l'économie argentine, en récession depuis deux ans. Selon lui, le déficit sera financé à 40 % par la dette publique en pesos et à 60 % par la Banque centrale. L'Argentine vient de restructurer quelque 100 milliards de dollars de dettes, tant locales que sous législation étrangère, une mesure que les analystes considèrent comme indispensable, mais non suffisante, pour la reprise économique. Le pays doit encore se mettre d'accord sur un nouveau programme de crédit avec le FMI pour remplacer l'accord signé en 2018 et qui a permis le décaissement de 44 milliards de dollars, sur un prêt total de 57 milliards.

Mehdi A.

Homme de culture, écrivain, sociologue et historien

# Constantine rend un hommage poignant à Abdelmadjid Merdaci

■ Un hommage poignant a été rendu, avant-hier à Constantine, au défunt Abdelmadjid Merdaci, historien et sociologue, lors d'une cérémonie qui a fait déferler des vagues de souvenirs et d'éloges à l'égard d'une vie peu commune d'un grand homme de la culture.

Par Maïssa M.

**A** l'initiative de la direction locale de la culture, la cérémonie, tenue à la maison de la culture «Malek-Haddad», a permis à des amis et des proches du défunt de «raconter Merdaci», et son regard «singulier» sur le passé, le présent et l'avenir. Le P<sup>r</sup> Abdellah Boukhekkhal, ancien recteur de l'université des sciences islamiques «Emir Abdelkader», a loué les qualités de l'historien et sociologue, assurant que «Abdelmadjid Merdaci était l'auteur d'ouvrages d'histoire d'une qualité rare, celle de son regard qu'il a toujours préféré poser sur les événements restés à l'ombre des projecteurs». Et d'ajouter : «Madjid était un homme de culture d'une rare intelligence mais il était surtout une personne vraie et entière, un homme passionné par les autres». Le réalisateur Ali Aïssaoui a salué «le franc-parler de Madjid». «Je connais Madjid depuis près de 45 ans. On était sur un projet de scénario. Il s'exprimait, pensait et écrivait sans contrainte. Il était avant-gardiste dans ses idées et ses écrits», relate-t-il, affecté. Et de relever : «Il avait cette passion de partager et transmettre le savoir». Mohamed Aggabou, un des doyens des journalistes à

Constantine et ami du défunt Merdaci, a souligné «l'intellectuel avéré que fut Madjid». «J'ai connu Madjid en 1965 en tant que journaliste. Il se passionnait pour ce métier et savait transmettre sa joie de vivre et sa vitalité à son entourage». Le wali de Constantine, Ahmed Abdelhafid Saci, a salué «celui qui a enrichi à travers ses nombreux ouvrages sur l'histoire, l'art et le sport, la bibliothèque nationale», affirmant que Abdelmadjid Merdaci «qui aimait sa ville et son pays par-dessus tout, restera à jamais comme le premier intellectuel à avoir soumis le riche patrimoine musical algérien aux investigations de l'histoire». Et de souligner : «Cet hommage à Merdaci vient nous rappeler l'importance d'œuvrer à faire connaître les œuvres du défunt dans le milieu universitaire, en reconnaissance à tout ce qu'il a apporté à la pensée et à l'histoire». La fille du défunt, Meriem Merdaci, éditrice et ancienne ministre de la Culture, a évoqué «le désir absolu de vie, de connaissances et de partage qui avait animé Abdelmadjid Merdaci jusqu'aux ultimes moments de sa vie». «Sa passion pour la culture était intacte jusqu'au dernier souffle. Il parlait de ses trois nouveaux livres, qu'il a écrit durant la période de confinement sanitaire et avait



des idées plein la tête», confie, émue, l'éditrice. Ecrivain, sociologue et historien, le défunt professeur Abdelmadjid Merdaci est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'Histoire de la ville de

Constantine et la guerre de Libération nationale, notamment «Le dictionnaire des musiques et les musiciens de Constantine», «La fonction présidentielle en Algérie, GPRA, un mandat histo-

rique (19 septembre 1958-3 août 1962)», «Novembre 1954, de l'insurrection à la guerre d'indépendance» et «Constantine, citadelle des vertiges».

M. M.

## Nouvelle rentrée universitaire à Ghardaïa

### 2 000 places pédagogiques et une résidence réceptionnées

**U**n nouvel apport infrastructurel de 2 000 places pédagogiques, d'une résidence universitaire de 1 000 lits et d'un restaurant central de 800 couverts, sera réceptionné avant la prochaine rentrée universitaire 2020/2021 à Ghardaïa, a assuré, hier, le directeur des équipements publics (DEP) de la wilaya. Ce nouvel apport infrastructurel permettra, tout en renforçant les structures du secteur de l'Enseignement supérieur à Ghardaïa, d'améliorer sensiblement les conditions pédagogiques des étudiants et d'alléger la pression sur l'occupation des classes et autres amphithéâtres pour les futurs universitaires, a indiqué le DEP, Mustapha Banouh. Edifiées sur le site de la zone des «Sciences», mitoyenne à l'actuelle université, à la sortie sud de Ghardaïa, ces nouvelles structures de l'enseignement supérieur sont dotées de toutes les commodités nécessaires à l'épanouissement des étudiants et des enseignants, notamment des amphithéâtres, des salles de cours, des espaces Wifi, des stades pour différentes disciplines sportives, des bibliothèques et autres salles de lecture ainsi que des foyers, a précisé M. Banouh. Les

travaux de réalisation d'un nouveau pôle universitaire d'une capacité d'accueil de 2 000 places pédagogiques, doté également d'une résidence universitaire de 1 000 lits, d'une bibliothèque centrale et d'un rectorat, seront lancés prochainement pour renforcer les structures du secteur de l'Enseignement supérieur à Ghardaïa, afin d'améliorer les conditions pédagogiques, a souligné le DEP. Inaugurée durant l'année universitaire 2004/2005, l'Université de Ghardaïa accuse actuellement un déficit en structures ne permettant pas de

répondre aux besoins pédagogiques et d'hébergement croissants des étudiants dont le nombre est passé de près de 200 étudiants en 2004 à près de 15 000 actuellement, a-t-il ajouté. Pour répondre aux besoins pressants en matière de places pédagogiques, les pouvoirs publics ont lancé en 2011 un projet de réalisation d'un pôle universitaire de 6 000 places pédagogiques et d'une résidence de 2 000 lits, ainsi qu'un restaurant central universitaire de 800 couverts. Ce projet a pris du retard en raison notamment de problèmes de

manque d'entreprises de réalisation et de main-d'œuvre spécialisée, poussant les services de la direction des équipements publics à répartir ce projet entre plusieurs petites entreprises locales privées. Quatre mille places pédagogiques sur les 6 000 places programmées, une cité universitaire de 1 000 lits ont été déjà réceptionnés, alors que 2 000 places pédagogiques et une autre cité universitaire ainsi que des logements pour les professeurs seront lancés prochainement, a assuré Banouh. L'université de Ghardaïa a

accueilli, en tant qu'annexe de l'université d'Alger en 2004/2005, ses premiers étudiants, avant de devenir un centre universitaire en 2005/2006. Son ouverture a permis l'allègement de la pression sur les différentes universités du pays et aux nombreux étudiants de la région de Ghardaïa, en particulier les filles, de poursuivre leur cursus universitaire. Elevé au rang d'université en 2012, cet établissement de l'enseignement supérieur a donné lieu, depuis sa création, à la promotion de plus de 10 000 diplômés.

Sabrina R.

## Sûreté de wilaya de Aïn Defla

### Démantèlement d'un réseau national de vol de véhicules

**L**es services de sécurité de Aïn Defla ont démantelé avant-hier un réseau criminel versé dans le vol de véhicules, composé de 15 personnes (âgées entre 28 et 60 ans) dont l'activité s'étendait à plusieurs wilayas du pays, récupérant à l'occasion 16 véhicules volés, a fait savoir la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. La mise hors d'état de nuire de cette bande de malfaiteurs est intervenue suite aux enquêtes menées conjointement par la brigade criminelle relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya

ainsi que le parquet de Aïn Defla, suite à des plaintes de citoyens dont les véhicules ont été volés, a-t-on indiqué de même source. Outre l'arrestation des membres du réseau au nombre de 15, les investigations poussées auxquelles a également pris part la session de lutte contre le vol de voitures et la contrebande de la sûreté de wilaya, a permis la récupération de 16 voitures dont 9 volées au niveau de la wilaya de Aïn Defla, les autres ayant été subtilisées à leurs propriétaires à Alger, Tissemsilt, Mascara, Tiaret et Tlemcen, a-t-on détaillé. L'opération a, par ailleurs, per-

mis la récupération de nombreux accessoires de véhicules et divers documents falsifiés (cartes grises et d'identité ainsi que des attestations de vente) ainsi que plus de 2 millions de dinars représentant vraisemblablement les revenus découlant de leur activité répréhensible, a-t-on encore fait savoir. Un PV comportant les griefs retenus contre les mis en cause (association de malfaiteurs, faux et usage de faux et usurpation d'identité) a été dressé dans l'attente de leur prochaine présentation devant les instances judiciaires de Aïn Defla.

Amine K.



Protection et utilisation durable des ressources

# Le projet APA à la Foire de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Alger

■ Le projet APA (Accès et partage des avantages) dédié aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles dans le secteur agricole et forestier sera représenté à la 1<sup>re</sup> édition de la Foire nationale de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Alger, a indiqué, avant-hier, la Direction générale des forêts dans un communiqué.

Par Walid B.

Le projet APA «Elaboration d'une stratégie nationale et d'un cadre juridique et institutionnel sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation et des connaissances traditionnelles en conformité avec la Convention sur la diversité biologique et son Protocole de Nagoya en Algérie», mis en œuvre par la DGF, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Fonds mondial pour l'Environnement (FEM), devait participer à la première édition de la Foire nationale de l'agriculture et de l'agroalimentaire à Alger du 23 au 27 septembre en cours, mais qui pour «des raisons organisationnelles» a été reportée à une date ultérieure. Ceci étant, «le projet APA saisit cette occasion pour sensibiliser les producteurs sur l'intérêt de la protection et de l'utilisation durable des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées en Algérie mais aussi de leur valorisation», indique la DGF, ajoutant que ceci doit avoir lieu dans le respect du cadre juridique et institutionnel qui sera mis en place

et qui régira l'accès à ces ressources et aux connaissances traditionnelles qui leur sont associées ainsi que le partage des avantages qui en découlent. La DGF rappelle que «le projet APA, capitalisant les progrès appréciables déjà réalisés par l'Algérie relatifs aux deux premiers objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui sont la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable de ses éléments, se consacre à la réalisation du troisième objectif de la CDB qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation et ce, par l'élaboration d'une stratégie et d'un cadre juridique et institutionnel approprié». Le projet vise à créer les conditions favorables en vue de valoriser le potentiel des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles de l'Algérie pour générer des avantages économiques en faveur de la nation et des principaux intervenants, notamment les populations locales, en créant un cadre favorable à l'entrepreneuriat, la création d'emplois, le transfert de technologie et le développement des capacités en matière de recherche scientifique. L'objectif du projet est de renforcer la protection



et l'utilisation durable des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées en Algérie par le développement et la mise en œuvre d'un cadre national sur l'accès et le partage des avantages APA compatibles avec la Convention sur la diversité biologique et son protocole de Nagoya. Parmi les résultats attendus, figure l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un cadre juridique et institutionnel compatible avec la CDB et

son protocole de Nagoya ainsi qu'avec le contexte national. Il s'agit également d'élaborer une stratégie nationale de valorisation et de développement de filières et de chaînes de valeurs. De plus, il est attendu de ce projet le développement et le renforcement des capacités nationales de recherche et des institutions de réglementation pour appliquer les règles et principes de l'APA. Par ailleurs, la Foire nationale de l'agriculture se déroule

du 23 au 27 septembre courant et regroupera plus de 150 participants issus du monde de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits du terroir. «Cet événement économique, dédié exclusivement à tous types de produits agricoles et alimentaires et des savoir-faire qui leurs sont liés, constitue une opportunité offerte aux exposants pour la promotion et la commercialisation de leurs produits», souligne le communiqué. **W. B.**

## Pollution à Batna

### Des huiles usagées brûlées à l'origine d'odeurs pestilentielles

Des huiles usagées brûlées sont à l'origine d'odeurs pestilentielles et désagréables ressenties à travers la ville de Batna au cours des dernières 24 heures. «Une quantité considérable d'huiles usagées brûlées a été retrouvée dans l'un des oueds de la région montagneuse de Condorcet dans la commune de Oued Chaaba, non loin du chef-lieu de wilaya», a précisé le directeur local de l'environnement, Toufik Dekhinet, soulignant que «la vitesse du vent et la hauteur du lieu par rapport à la ville ont contribué à la propagation de ces odeurs entêtantes et déplaisantes qui ont suscité de nombreuses plaintes des citoyens».

Le lieu en question a été inspecté cet après-midi par les services concernés, y compris des éléments de la Gendarmerie nationale, de la Conservation des forêts, du Parc national de Belezma, ainsi que les services de l'environnement et l'Entreprise publique de wilaya de gestion des centres d'enfouissement techniques, a ajouté la même source qui a appelé les citoyens à «coopérer avec les autorités compétentes pour identifier l'auteur des faits». Selon le même responsable, les

services concernés, dont l'Entreprise publique de wilaya de gestion des centres d'enfouissement techniques, vont procéder à l'enfouissement des résidus de ces huiles après avoir pris les mesures adéquates et mobilisé les équipements nécessaires. Des odeurs nauséabondes à

l'origine inconnue s'étaient propagées samedi dernier, à travers les cités du chef-lieu de wilaya, à l'instar de Kechida, la route de Hamla et le pôle urbain Hamla 1, suscitant un profond mécontentement parmi les citoyens qui ont préalablement pensé à une fuite de gaz, ce qui a nécessité l'intervention dimanche d'un

représentant de la Société de distribution d'électricité et de gaz sur les ondes de la Radio nationale à Batna pour infirmer cette hypothèse.

Toutefois, après que ces odeurs se soient intensifiées dimanche soir en se répandant à travers les différentes cités résidentielles de la ville atteignant le

pôle urbain Hamla 3, les plaintes des citoyens se sont accrues, donnant lieu à de très nombreux commentaires d'interprétations sur les réseaux sociaux qui ont finalement incité les autorités concernées à enquêter sur l'origine de ces émanations désagréables.

Yacine N.

## Climat

### La Norvège veut investir 1,6 milliard d'euros dans le captage et stockage de carbone

Le gouvernement norvégien a indiqué lundi dernier vouloir investir 16,8 milliards de couronnes (1,6 milliard d'euros) dans le captage et stockage de carbone (CCS), une technologie jugée prometteuse pour le climat mais extrêmement coûteuse. L'annonce survient le jour même où le groupe «Extinction Rebellion» menait une action à Oslo pour protester contre la politique pétrolière de la Norvège, plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest. Baptisé «Longship» du nom des bateaux vikings, «c'est le plus grand projet climatique jamais réalisé dans l'industrie norvégienne», a déclaré la ministre du Pétrole et de l'Énergie, Tina Bru, en présentant un Livre Blanc sur le CCS. Le gouvernement dit vouloir financer prioritairement la réalisation d'un projet de captage et stockage de CO2 sur une usine de

ciment à Brevik, dans le sud du pays. L'industrie du ciment est jugée responsable de 7 % des émissions mondiales de CO2. A partir de 2024, l'usine Norcem pourrait capturer environ 400 000 tonnes de CO2, soit près de la moitié des 900 000 tonnes qu'elle a émises l'an dernier. Le gouvernement veut aussi contribuer à un projet de CCS pour une usine d'incinération des déchets exploitée par Fortum à Oslo, pour peu que d'autres sources de financement, par exemple de l'UE, soient trouvées. «Pour que Longship puisse être un projet climatique réussi pour le futur, d'autres pays doivent aussi commencer à utiliser cette technologie», a expliqué la Première ministre, Erna Solberg. «C'est pour cela que notre financement est conditionné à d'autres contributions financières». Le gouvernement envisage enfin d'apporter un

financement à Northern Lights. Porté par les géants pétroliers norvégien Equinor, anglo-néerlandais Shell et français Total, le projet vise à transporter du CO2 liquide vers un terminal d'où il sera injecté sous les fonds sous-marins via des pipelines. Ces propositions doivent maintenant être examinées par le Parlement, où elles sont susceptibles d'être modifiées, le gouvernement n'y disposant pas d'une majorité. Elles sont dévoilées alors que des militants d'Extinction Rebellion ont mené des actions coup-de-poing devant le parc du Palais royal et des ministères pour réclamer la fin de l'exploitation pétrolière. La police d'Oslo a annoncé l'arrestation de 32 personnes. La Norvège s'est engagée à réduire de 50 à 55 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030.

Melissa A.



## Union européenne

## Bruxelles dévoile un «pacte» migratoire sous haute tension

■ Un «mécanisme de solidarité obligatoire» entre États européens en cas de pression migratoire et davantage de renvois des déboutés du droit d'asile vers leur pays d'origine : Bruxelles présentait hier une épineuse réforme, cinq ans après la crise des réfugiés de 2015.

Par Rosa C.

L'incendie il y a quinze jours du camp de migrants de Moria, sur l'île grecque de Lesbos, a encore rappelé l'urgence d'une politique commune de l'asile, qui n'a cessé ces dernières années de buter sur les divisions entre États membres.

Ce «nouveau Pacte sur la migration et l'asile» sera dévoilé à la mi-journée par la commissaire européenne aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, et le vice-président de la Commission Margaritis Schinas, après une

déclaration de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

Il doit rendre obligatoire la «solidarité» de tous les pays de l'UE avec les pays de première arrivée de migrants, comme la Grèce, l'Italie ou Malte, lorsque ces derniers sont «sous pression».

Une aide qui ne prend «pas seulement» la forme de relocalisation des demandeurs d'asile dans d'autres pays de l'UE, mais peut se traduire par une «aide au retour» vers leur pays d'origine des personnes qui se voient refu-

ser l'asile, selon Ylva Johansson.

Une façon de contourner le refus persistant de pays comme ceux du groupe de Visehrad (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) d'accueillir des demandeurs d'asile, qui a abouti à l'échec des quotas de relocalisation décidés après 2015.

Le chancelier autrichien Sebastian Kurz a aussi réaffirmé son opposition à une telle répartition. «Cela ne marchera pas ainsi, mais en protégeant mieux les frontières extérieures, en luttant ensemble contre les trafiquants et en envoyant de l'aide sur place», a déclaré, mardi, le dirigeant conservateur de 34 ans à l'AFP.

La Commission veut accélérer les procédures d'examen de l'asile, pour déterminer rapidement si une personne est manifestement éligible, et éviter que des demandeurs ne vivent dans des camps plongés «dans l'incertitude». Afin d'augmenter les retours, qui ne sont effectifs que pour moins de 30 % des cas, l'exécutif européen veut travailler plus «étroitement» avec leurs pays d'origine.

«Il y a beaucoup de pays avec lesquels l'Europe commerce, que l'Europe soutient par de l'aide au développement, par une présence en matière de sécurité et qui aujourd'hui n'acceptent pas de reprendre le moindre ressortissant dans le cadre de reconduites», souligne le secrétaire d'État français aux Affaires européennes, Clément Beaune.

«Cela n'est pas acceptable, je crois qu'on a les moyens, même si c'est difficile bien sûr de changer cela, de mettre parfois plus



de pression», explique-t-il à l'AFP, citant parmi les leviers possibles la délivrance de visas.

Le nouveau système prévu par la Commission doit remplacer le règlement Dublin, clé de voûte du système actuel qui a cristallisé les tensions en faisant peser sur le premier pays d'arrivée d'un migrant la responsabilité de sa demande d'asile.

Mais «un pays dans lequel on rentre doit avoir un certain nombre d'obligations : enregistrer les personnes, éventuellement leur apporter des premiers soins, regarder les dossiers rapidement pour savoir si elles ont une chance d'obtenir l'asile ou non», fait valoir Clément Beaune. «Seul le pays d'entrée peut le faire, je crois qu'on ne peut pas éviter ce principe».

Très attendue et plusieurs fois repoussée, la proposition de la Commission, qui devra être endossée par les États membres et le Parlement, promet des discussions difficiles. Ylva Johansson ne s'attend pas à ce qu'elle déclenche «des hourras», mais espère qu'elle sera vue

comme un «compromis acceptable».

La commissaire suédoise rappelle que la situation est très différente de 2015, le nombre d'arrivées irrégulières dans l'UE ayant chuté en 2019 à 140 000. Et si en 2015, 90 % des migrants ont eu le statut de réfugié, aujourd'hui les deux tiers n'ont pas droit à une protection internationale, précise-t-elle.

Si elle attend de «voir les éléments précis de la proposition», l'eurodéputée Fabienne Keller (Renew Europe), auteure d'un rapport sur l'évaluation de la mise en œuvre du règlement Dublin, juge l'ensemble «plutôt équilibré entre les valeurs qui sont les nôtres (...) et une nécessaire fermeté».

Du côté des Verts, l'eurodéputé Damien Carême se montre plus dubitatif. La fin de Dublin ? «Je crains que ce soit de la sémiotique», redoute l'ancien maire de Grande-Synthe, qui juge que le «principe du premier pays d'arrivée est une catastrophe».

R. C.



## Commentaire

## Coopération

Par Fouzia Mahmoudi

Emmanuel Macron avait, à l'orée de son mandat, laissé apercevoir une volonté de se présenter comme un président capable de redorer le blason de la France sur le plan international et de se poser comme l'une des voix les plus importantes de l'Occident. Il s'était d'ailleurs souvent positionné ouvertement contre le président américain dont il avait notamment vertement critiqué les positions sur le plan environnemental. Aujourd'hui, alors que le président français doit faire face aux conséquences économiques titanesques de la pandémie de Covid-19, il se place en arbitre dans le duel Chine/États-Unis et enjoint aux deux puissances de dépasser leur rivalité. «Le monde tel qu'il est aujourd'hui ne peut pas se résoudre à la rivalité entre la Chine et les États-Unis», a déclaré le président français lors d'une allocution vidéo de près de 45 minutes, à la 75<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU, mardi. Pour Emmanuel Macron, la réponse réside, plus que jamais, dans la «coopération internationale» qui, bien que «difficile» est «objectivement impérative». Intervenant avant Macron, Donald Trump a d'ailleurs de nouveau vivement attaqué Pékin, tandis que Xi Jinping a, sans citer les États-Unis, mis en garde contre «le piège d'un choc des civilisations». Le contexte de crise sanitaire oblige à «un électrochoc», a insisté Macron. Car «toutes les fractures qui préexistaient à la pandémie – le choc hégémonique des puissances, la remise en cause du multilatéralisme ou son instrumentalisation, le piétinement du droit international – n'ont fait que s'accroître et s'approfondir à la faveur de la déstabilisation globale créée par le virus». Il a ainsi regretté la paralysie du Conseil de sécurité face à la crise sanitaire parce que ces deux pays «ont préféré à l'efficacité collective l'affichage de leur rivalité», ajoutant qu'aucun pays ne pourrait affronter seul les défis du monde et que le multilatéralisme efficace était une «nécessité opérationnelle». Mais, selon lui, «nous ne sommes pas collectivement condamnés à un pas de deux qui nous réduirait à n'être que les spectateurs désolés d'une impuissance collective. Nous avons des marges de manœuvre, à nous de les utiliser». Au premier rang de celles-ci, figurent les organisations internationales, «dont nous avons tant besoin», et le rôle moteur que doit jouer l'Europe, qu'il voit sortie renforcée de la crise. «L'Union européenne, dont beaucoup prédisaient la division et l'impuissance, a fait, à la faveur de la crise, un pas historique d'unité, de souveraineté et de solidarité», affirme Macron. Dans son allocution, le président français, qui n'a pas pu faire le traditionnel discours annuel devant les ambassadeurs de la fin août à cause de la pandémie, a réaffirmé les positions de Paris sur les grandes crises : Syrie, nucléaire iranien, Sahel, Belarus ou Liban. Il a aussi évoqué l'empoisonnement de l'opposant russe Alexei Navalny sur lequel la Russie doit faire «toute la lumière». Commentant l'annonce américaine d'un retour des sanctions de l'ONU contre l'Iran, «nous ne transigerons pas sur l'activation d'un mécanisme que les États-Unis, de leur propre chef, en sortant de l'accord, ne sont pas en situation d'activer», dit-il. Car «ce serait porter atteinte à l'unité du Conseil de sécurité, à l'intégrité de ses décisions et ce serait prendre le risque d'aggraver encore les tensions dans la région», selon lui. Sur les tensions en Méditerranée orientale, il a appelé à «un dialogue efficace et clarifié» avec la Turquie après des mois d'échanges acrimonieux entre Paris et Ankara. «Les insultes sont inopérantes», a souligné Macron qui, signe d'apaisement, s'est entretenu avec Recep Tayyip Erdogan mardi soir au téléphone. Le président français réussirait-il le peut-être à faire avancer dans le bon sens la situation en Méditerranée, mais l'incapacité du président turc de faire des concessions risque là encore de rendre la position de la France intenable.

F. M.

## Russie

### Sorti de l'hôpital, Navalny peut désormais envisager un retour dans son pays

Trente-deux jours après sa prise en charge à Berlin dans un état grave à la suite d'un empoisonnement présumé au Novitchok, l'opposant russe Alexei Navalny a été autorisé à quitter l'hôpital et pourrait désormais envisager de retourner en Russie. «L'état de santé du patient s'est amélioré au point que les soins intensifs ont pu être interrompus», a annoncé dans un communiqué l'hôpital berlinois de la Charité, un des plus réputés au monde.

«Au vu du déroulement du traitement à ce stade et de l'état actuel du patient, les médecins considèrent qu'un rétablissement complet est possible», a ajouté l'établissement de pointe.

Il pourrait rentrer en Russie prochainement. Interrogée par l'AFP le 15 septembre quant à un retour de l'opposant en Russie une fois rétabli, sa porte-parole avait répondu qu'«il n'avait jamais été question d'autre chose».

M. Navalny, 44 ans, a posté

ces derniers jours plusieurs photos sur Instagram où il apparaît amaigri, les yeux encore cernés. Sur l'une d'elles, il esquisse un léger sourire, en compagnie de sa femme, sur un balcon de La Charité. «Les éventuelles conséquences à long terme de l'empoisonnement grave ne peuvent être évaluées qu'au cours de la suite du traitement», a rappelé dans son communiqué l'hôpital berlinois.

Victime d'un malaise au cours d'un vol en Russie le 20 août, Alexei Navalny a d'abord été admis dans un établissement sibérien avant d'être transféré en Allemagne, où il a été conclu à un empoisonnement au Novitchok, une substance neurotoxique conçue par des spécialistes soviétiques à des fins militaires.

Selon les soutiens de M. Navalny, des traces de Novitchok ont notamment été retrouvées sur une bouteille d'eau ramassée dans sa

chambre d'hôtel en Sibérie, où il était en campagne pour soutenir des candidats à des élections locales. Plusieurs laboratoires spécialisés allemand, français et suédois, ont déterminé qu'il avait bel et bien été victime d'un empoisonnement à un agent neurotoxique de type Novitchok, ce que Moscou continue de contester avec vigueur.

Vladimir Poutine a décrit l'opposant avec mépris lors d'un entretien avec le président français Emmanuel Macron le 14 septembre, a rapporté le quotidien «Le Monde».

Le président russe aurait ainsi affirmé à propos de son opposant qu'il avait déjà simulé des malaises par le passé et commis des actes illégaux.

Vladimir Poutine a aussi justifié l'absence d'enquête officielle en Russie par le fait que Berlin et Paris n'auraient pas communiqué aux autorités russes les analyses réalisées dans leurs laboratoires.





Deux gardes à vue toujours en cours

## Soupçons de dopage chez Arkéa-Samsic au Tour de France

LES GARDES à vue d'un médecin et d'un kinésithérapeute de l'équipe Arkéa-Samsic se poursuivaient mardi soir dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte pour des soupçons de dopage sur le Tour de France, a annoncé le parquet de Marseille.

«A cette heure, les gardes à vue se poursuivent toujours, des auditions étant en cours», a déclaré la procureure Dominique Laurens dans un communiqué publié en début de soirée, précisant par ailleurs que des coureurs de l'équipe «avaient été entendus en audition libre de suspect lundi».

La magistrate avait annoncé lundi l'ouverture d'une enquête préliminaire, évoquant notamment la découverte de «nombreux produits de santé dont des médicaments dans leurs affaires personnelles, mais également et surtout une méthode pouvant être qualifiée de dopante».

Selon des précisions fournies par une source proche du dossier confirmant des informations du «Journal du Dimanche» et de «L'Equipe», une perquisition menée par l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique visant plusieurs coureurs de l'équipe Arkéa-Samsic, dont le Colombien Dayer Quintana, le frère de Nairo, et des membres de l'équipe médicale, a été menée. La perquisition, selon les deux journaux, avait eu lieu le 16 septembre, avant la fin du Tour, près de Méribel (Savoie).

Les coureurs entendus, qui ne sont pas nommés par la procureure, sont soupçonnés d'avoir détenu «sans justification médicale une substance ou méthode interdite pouvant avoir servi de dopage, dans le cadre du Tour de France».

Les deux membres de l'équipe médicale, quant à eux, étaient en garde à vue depuis lundi en fin de matinée, notamment pour «administration et prescription à un sportif, sans justification médicale, de substance ou méthode interdite dans le cadre d'une manifestation sportive».

«Les éléments recueillis au cours des perquisitions nécessiteront des investigations complémentaires, notamment des analyses et de nouvelles auditions», a ajouté la procureure de Marseille.

Nairo Quitana s'est défendu de tout dopage. «Je veux dire qu'aucune substance dopante n'a jamais été retrouvée (...) Je n'ai rien à cacher et n'ai jamais rien eu à cacher (...) J'ai été pendant toute ma vie sportive un coureur propre», a déclaré le Colombien mardi soir dans un communiqué.

Les peines maximales encourues par les soignants sont de cinq ans de prison et de 75 000 euros d'amende. Les coureurs risquent cinq ans de prison et 375 000 euros d'amende pour «transport et détention illicites de substances vénéneuses».

H. T.

Judo

## Le Grand Slam de Tokyo annulé à cause du coronavirus

LE GRAND SLAM de Tokyo, l'un des grands tournois du circuit mondial du judo qui devait se tenir en décembre, a été annulé en raison de la pandémie de coronavirus, a annoncé la Fédération internationale de la discipline (FIJ).

«Face à l'incertitude persistante autour de la pandémie de Covid-19, et au fait que le Japon sera le pays hôte des Jeux olympiques (reportés à l'été 2021, NDLR), la FIJ doit redoubler de prudence en organisant des événements au Japon», a justifié mardi la fédération dans un communiqué.

«Nous avons décidé d'annuler ce Grand Slam et non de le reporter car il y a déjà plusieurs événements FIJ et des compétitions nationales qui se tiendront début 2021», a ajouté la fédération.

Le Grand Slam de Budapest, prévu fin octobre, est maintenu pour le moment mais la décision finale reviendra le mois prochain aux autorités hongroises, a précisé la FIJ.

Les Masters de Doha (Qatar) sont aussi maintenus pour janvier, a encore ajouté la fédération.

Né au Japon, le judo est une

discipline olympique depuis les JO de Tokyo de 1964. C'est l'un des sports les plus attendus des Jeux de Tokyo-2020, avec lequel le Japon espère récolter une moisson de médailles.

K. L.

# Football

## Le Portugais Semedo (FC Barcelone) rejoint Wolverhampton

■ Le latéral droit international portugais du FC Barcelone, Nelson Semedo, a signé, hier, un contrat de trois saisons avec Wolverhampton, a annoncé le club anglais de football.



Par Racim S.

Le contrat comporte également une option sur deux saisons supplémentaires, précisent les Wolves. L'opération a coûté 30 millions d'euros plus 10 de bonus possibles, selon le Barça. «Ce n'est pas souvent que nous avons l'occasion de signer un joueur de classe mondiale en provenance d'un club de classe mondiale. Recruiter Nelson prouve que nous n'arrêtons jamais de progresser et que nous avons toujours faim», a déclaré le président du club, Jeff Shi, dans un communiqué.

«J'ai choisi les Wolves parce que c'est une très bonne équipe qui joue un très bon football. L'année dernière ils ont fait une très bonne saison et c'est une équipe qui compte en Angleterre et en Europe», a réagi de son côté le joueur sur le site internet de son nouveau club, 7<sup>e</sup>

Premier League la saison dernière et quart-finaliste d'Europa League.

Semedo (26 ans, 13 sélections) a passé trois saisons en Catalogne où il a disputé 82 matchs de Liga. Il y a obtenu deux titres de champion d'Espagne, une Coupe du Roi et une Super Coupe d'Espagne.

Il rejoint dans les West Midlands une colonie lusophone importante, puisque l'entraîneur Nuno Espirito Santo, le gardien Rui Patrício, le défenseur Ruben Vinagre, les milieux Ruben Neves, Vítinha, Joao Moutinho et les attaquants Fabio Silva et Pedro Neto sont Portugais, alors que le défenseur Marçal est Brésilien.

### Italie : l'attaquant espagnol Alvaro Morata retourne à la Juventus

L'attaquant espagnol Alvaro

Morata, 27 ans, retourne à la Juventus, prêté par l'Atletico Madrid où il venait de passer une saison et demie, a annoncé mardi soir le club italien dans un communiqué.

Morata, grand baroudeur du football européen, avait déjà joué à la Juventus de 2014 à 2016. Il a aussi porté les couleurs du Real Madrid, remportant deux fois la Ligue des champions, et de Chelsea, avec à la clé une victoire en Coupe d'Angleterre.

Son prêt pour un an coûtera 10 millions d'euros à la Juve, et il est assorti de deux options, pour une prolongation du prêt ou un achat définitif, à hauteur de 35 ou 45 millions d'euros, selon la date choisie.

L'Espagnol était arrivé dans la nuit de lundi à mardi à Turin. Il aura 28 ans dans un mois et a été 33 fois international sous le maillot de la Roja.

Après le départ de l'Argentin Gonzalo Higuain à Miami la semaine dernière, le nouvel entraîneur de la Juve, Andrea Pirlo, avait besoin d'un avant-centre solide.

Les pistes menant à l'Uruguayen du FC Barcelone, Luis Suarez et au Bosnien de la Roma, Edin Dzeko, ont longtemps tenu la corde, mais ces discussions n'ont pas pu aboutir.

Morata, ancien coéquipier de Cristiano Ronaldo au Real Madrid, connaît bien le nouvel entraîneur de la Juventus, Andrea Pirlo, qui disputait en 2016, à Turin, sa dernière saison comme joueur.

Ce départ de Morata pourrait permettre à l'Atletico de recruter Luis Suarez, selon les médias espagnols.

La Juventus, qui vise un dixième titre consécutif de championne d'Italie, a parfaitement débuté sa saison en dominant facilement la Sampdoria dimanche lors de la 1<sup>re</sup> journée (3-0).

T. G.

R. S.

Angleterre

## Le retour des fans dans les stades «mis en pause» à cause du Covid-19

La recrudescence de la pandémie de Covid-19 en Grande-Bretagne «remet en pause» les plans pour un retour du public dans les stades à partir du 1<sup>er</sup> octobre, a déclaré un ministre britannique mardi.

Plusieurs événements-pilotes, avec une capacité limitée à 1 000 spectateurs, s'étaient tenus ces derniers jours, dans l'espoir d'un retour d'un nombre plus important de personnes dans les stades britanniques dès début octobre.

Mais le ministre d'Etat britannique Michael Gove a annoncé mardi qu'une «réouverture de masse des stades ne serait pas appropriée à l'heure actuelle», malgré les difficultés financières

rencontrées par le milieu sportif en raison de la crise économique provoquée par la pandémie. «Un programme par étapes pour un retour de davantage de monde était à l'étude, il n'était pas question de stades bondés», a expliqué Gove, l'un des plus proches ministres de Boris Johnson, à la BBC.

«Nous réfléchissons à une manière, pour le moment, de mettre en pause ce programme, mais ce que nous voulons, c'est que, quand les circonstances le permettent, davantage de monde puisse revenir», a-t-il ajouté.

Plusieurs compétitions britanniques, dont les championnats anglais de football et de rugby, ont repris à huis clos après des

mois d'interruption en raison de la pandémie.

Les dirigeants de plus de 100 clubs sportifs ont alerté le Premier ministre, Boris Johnson, sur les pertes financières que représente l'absence de revenus de billetterie, en lui demandant une aide d'urgence.

Le directeur exécutif de la Premier League, Richard Masters, avait évoqué plus tôt ce mois-ci une situation «critique».

Le Royaume-Uni est le pays le plus endeuillé d'Europe avec près de 42 000 morts, et voit actuellement le nombre de contaminations «doubler tous les sept jours», a prévenu lundi le conseiller scientifique du gouvernement, Patrick Vallance.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Skikda

## Le directeur et deux cadres des Moulins d'El Harrouch sous contrôle judiciaire

LE JUGE d'instruction près le tribunal d'El Harrouch (Skikda) a ordonné, dans la nuit de mardi à mercredi, de placer sous contrôle judiciaire le directeur des Moulins d'El Harrouch relevant du complexe SMIDE, ainsi que le responsable commercial et le chef du service marketing, pour leur implication dans une affaire de corruption, a-t-on appris, hier, de source judiciaire. Dans une déclaration à l'APS, la même source a précisé que 23 personnes ont comparu mardi devant le procureur de la République et le juge d'instruction près le tribunal territorialement compétent, dont le directeur des Moulins d'El Harrouch, le responsable commercial, le chef du service marketing et un responsable de la sécurité de cette même entreprise, outre l'employé d'une banque et des grossistes, afin d'être entendus dans une affaire d'achat et de vente de semoule en violation de la loi. 20 personnes ont été relaxées, a souligné la même

source, après avoir été entendues pendant de longues heures dans cette affaire dont les faits remontent à la période où la wilaya avait connu une pénurie de semoule sur les marchés locaux, coïncidant avec le début de la pandémie de Covid-19. A cette période, de nombreux grossistes ont profité de la situation et loué des registres commerciaux à d'autres commerçants qui se sont rapprochés des Moulins d'El Harrouch et obtenu de grandes quantités de semoule de manière illégale avec la complicité des responsables de l'entreprise. Les mis en cause sont poursuivis pour «abus de fonction, octroi de privilèges injustifiés à des tiers, fraude et escroquerie dans l'exercice d'activités commerciales». A noter, par ailleurs, que le procureur de la République près le tribunal d'El Harrouch avait requis la prison à l'encontre du directeur des Moulins d'El Harrouch et des cadres concernés. **Hani T.**

Depuis le début de la pandémie à Tizi Ouzou

## Plus de 3 600 cas positifs et 241 décès dus au Covid-19

LA DIRECTION locale de la santé et de la population de Tizi Ouzou a fait état, hier, de 3 629 cas positifs au coronavirus dans la wilaya depuis le début de la pandémie jusqu'au 19 septembre courant, dont 2 643 à la PCR, 986 cas probables TDM (scanner) thoracique de Covid-19. Le nombre de décès, quant à lui, a atteint 241 cas et 14 autres probables (TDM). Durant la même période de référence, la wilaya de Tizi Ouzou a enregistré 1 347 cas de guérison. Toujours selon le bilan présenté hier par le directeur local de la santé Farid Salmi devant les membres de l'Assemblée populaire de wilaya, il ressort que la commune du chef-lieu de wilaya a été celle ayant enregistré le plus de cas de contamination au coronavirus avec 776 (31.15 %) sujets atteints, suivie de Draa Ben Khedda 219 (8,8 %), Boghni 102 (4,1 %), Azazga 89 (3,6 %) et Larbaa Nath Irathen 88 (3,53 %). Les communes de Ait Mahmoud, Iboudraren et Yatafen restent les moins touchées en n'enregistrant que deux cas seulement. Le plus grand nombre de décès a été signalé dans les communes de Tizi-Ouzou (45), Draa Ben-Khedda (10) et Ain-El-Hammam (09), Azazga (08), Larbaa Nath Irathen (07), Ouacifs (07) et Ouaguenoune (06). Il a été fait part également du décès de

13 sujets atteints du coronavirus originaires des wilayas limitrophes. Selon le même responsable, la situation de la pandémie dans la wilaya de Tizi Ouzou s'est légèrement stabilisée ces derniers jours, sans manquer d'appeler à plus de vigilance et à maintenir le respect des règles barrières limitant la propagation du coronavirus. **Hamid M.**

Par Slim O.

L'arrestation du mis en cause a eu lieu grâce à une plainte déposée par une personne auprès de la sûreté de wilaya, signalant être victime d'une menace par arme à feu de la part de l'individu précité qui s'adonnait à la sorcellerie dans un quartier de la ville de Béchar, a-t-on précisé. Constituée dès le

dépôt de la plainte et sous supervision du procureur de la République du tribunal de Béchar, une équipe policière a procédé à la perquisition du domicile de l'individu en question où il a été découvert plusieurs talismans, objets utilisés dans les rites de sorcellerie et de «magie noire», ainsi qu'une copie profanée du coran, et d'un montant de 10 000 DA,

fruits des activités de charlatanisme, a-t-on expliqué. Au cours de la fouille corporelle réglementaire du mis en cause, les policiers ont découvert et saisi une arme de poing, trois cartouches de calibre 6.35 mm, trois téléphones mobiles ainsi que des restes d'animaux séchés, a-t-on ajouté. Le présumé charlatan sera présenté devant le procureur de la République pour les chefs d'inculpation de port et détention d'arme de catégorie quatre, escroquerie avec utilisation d'une autorité imaginaire et en créant l'espoir d'un événement fictif, la pratique de la profession de divination et de prédiction de l'invisible, a-t-on souligné. **S. O.**

Certification ISO 9001

## JSK et CABBA clôturent la tripartite pour la crédibilité des clubs de football

DANS le cadre de la mise en œuvre des mesures décidées par la Fédération algérienne de football au titre de l'accompagnement des clubs professionnels, le siège de l'instance fédérale sis à Dely Ibrahim a abrité, hier, la dernière cérémonie de

signature de la convention tripartite liant les cinq clubs du football algérien à savoir SSPA NAHD, SSPA ESS, SSPA JSK, SSPA CABBA et SSPA JSS aux cabinets d'expertises ainsi que la DCGF (Direction de contrôle de gestion et des finances) de la

FAF pour la mise à niveau du management, faisant que nous assistons à un engagement de l'ensemble des clubs de football de la Nationale Une. **L.N.**

L.N.

Africom

## L'Algérie peut jouer «un rôle très important pour assurer la sécurité et la paix dans la région»

L'ALGÉRIE est un «partenaire fiable et très fort», et peut jouer «un rôle très important pour assurer la sécurité et la paix dans toute la région», a déclaré, hier à Alger, le général d'Armée Stephen Townsend, chef du commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (Africom). «L'Algérie est un partenaire fiable et très fort, et si je suis ici c'est que nous sommes convaincus que l'Algérie peut jouer un rôle très important pour assurer la sécurité et la paix dans toute la

région», a précisé le général d'Armée, à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Qualifiant les relations de l'Africom avec l'Algérie de «bonnes», le général d'Armée Stephen Townsend a émis le souhait de les «étendre à d'autres domaines». Le Président Tebboune avait reçu le général d'Armée Stephen Townsend, qui était accompagné de membres de l'ambassade américaine en Algérie. **R. I.**

# À quand la réouverture des frontières ?



Béchar

## Un charlatan de 70 ans arrêté en possession d'une arme de poing

■ Un présumé charlatan septuagénaire, pratiquant les rites de sorcellerie, a été arrêté en possession d'une arme de poing par les éléments de la brigade criminelle du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Béchar, a-t-on appris, hier, de la cellule de communication et des relations générales de ce corps de sécurité.

El-Oued

## Incendie au service néonatal de l'hôpital Mère-Enfant «Bachir-Bennacer»

UN INCENDIE s'est déclaré hier matin au service de médecine néonatale de l'Etablissement hospitalier spécialisé EHS Mère-Enfant «Bachir-Bennacer» à El-Oued, sans faire de victimes, selon les premières constatations. D'après les premiers éléments d'informations livrés par la Protection civile, l'incendie serait dû à un court circuit au niveau des cuisines, avant que les flammes ne gagnent les chambres du ser-

vice. La Protection civile fait état de l'évacuation de 26 bébés vers le Centre anti-cancer, dans une première étape, pour éviter d'être incommodés par la fumée et recevoir les premiers soins, et les interventions de ses éléments se poursuivent. Les autorités de la wilaya se sont aussitôt rendues sur les lieux pour s'enquérir de près de la situation et de l'évolution des opérations de secours et d'évacuation. **G. H.**

G. H.